

Pour la solidarité, la proximité, l'écologie, et les services publics.



Georges BEUCHER

Remplaçant Jean-Louis MENEREUL

Annie DENOLLE

Remplaçante Michelle LEGUÉDÉ

**Avec la vraie gauche
de rassemblement, combative
et des élu.es de terrain.**

Edito

Le gouvernement par sa politique au service de la finance amplifie la précarité et la pauvreté qui frappent de plus en plus de gens. La crise sanitaire révèle l'ampleur de la casse des services publics.

Les déserts médicaux avancent, les hôpitaux manquent de lits, le pays ne produit plus de médicaments et la France vote à l'OMS contre la levée des brevets pour les vaccins.

Les politiques, régionale et nationale continuent à fermer classes et écoles, gares et guichets, bureaux de poste et agences

du Trésor Public avec la complicité de la majorité de droite du département.

Les élus locaux de la droite font semblant de se préoccuper des difficultés que les populations subissent, mais en même temps, **ils soutiennent les politiques nationales** qui les provoquent.

L'extrême-droite s'inscrit dans la même logique économique, elle vous trompe en divisant la population tout en refusant le progrès social. Elle propose d'aller plus loin dans la casse des acquis sociaux en soutenant les mesures d'austérité. Elle est contre l'augmentation du SMIC !

La course au profit maximum et immédiat a conduit à la délocalisation de nombreuses entreprises au prix de destructions environnementales et à la désindustrialisation du département et du pays qui s'accompagnent d'une croissance des inégalités et du chômage.

Les prix agricoles n'assurent plus la rémunération du travail paysan. Que fait la droite si ce n'est favoriser la concentration des terres agricoles au détriment de l'installation de jeunes agriculteurs.

Dans le domaine médical, la création de pôles de santé/EHPAD fait la part belle au secteur privé avec de l'argent public en lieu et place de centres de santé et d'EHPAD publics qui ont vocation à accueillir tous les Ornais quel que soient leurs revenus.

Au contraire, c'est dans l'union et l'action que résident les solutions pour exiger une politique sociale et environnementale. **Une politique de gauche au département favoriserait le maintien des services publics. Ce serait de nature à combler la fracture sociale et satisfaire les besoins de tous.**

L'emploi, la justice sociale, l'écologie, la démocratie et la paix sont les chemins de l'avenir. Il faut mobiliser les ressources humaines et financières pour réaliser les projets utiles à la population.

La transition écologique

- ⇒ **Isoler avec des matériaux bio-sourcés** les bâtiments publics du département,
- ⇒ **Approvisionner les cantines des collèges** par des circuits courts et du bio,
- ⇒ **Mettre en place, avec les agriculteurs des contrats pour promouvoir la réduction des pesticides,** la transformation des produits à la ferme, des circuits courts, et le bio ...
- ⇒ **Protéger les espaces naturels sensibles,**
- ⇒ **Réduire le plus possible la production des déchets et les valoriser,**
- ⇒ **Devenir un territoire producteur d'énergie** avec le bois des forêts et des haies, le solaire thermique et photovoltaïque, l'éolien...
- ⇒ **Sortir du tout routier** et soutenir les initiatives favorisant les transports doux ou les transports en commun (bus, train, covoiturage, ...)



L'autonomie financière des départements : une préoccupation majeure.

En remplaçant les ressources fiscales locales (taxe d'habitation, impôts de production) par des dotations d'Etat à l'évolution incertaine, l'Etat place en quelque sorte les départements sous son contrôle !

Un audit financier serait judicieux pour éliminer des dépenses de prestige, actualiser les engagements contractuels, de façon à dégager les moyens nécessaires pour que le département remplisse ses missions.

L'emploi : préoccupation majeure de toutes les familles.

Pour que les jeunes restent dans le département après leur formation, il faut s'appuyer sur les ressources et l'activité locales :

- ⇒ **Etoffer les formations qualifiantes et reconnues** en lien avec la transition écologique, les besoins de santé et la coopération avec les entreprises **et notamment créer un Master pour les IUT et le Droit à l'antenne universitaire de Damigny**,
- ⇒ **Soutenir l'émergence de nouvelles filières** : le bois, le numérique, les circuits courts
- ⇒ **Soutenir les structures et les initiatives qui organisent la réinsertion** pour affronter les décrochages scolaires et les mutations professionnelles
- ⇒ **S'inscrire dans des formes juridiques nouvelles** (coopératives de production, SCIC, ...) pour initier et soutenir des activités économiques.
- ⇒ **Définir un schéma départemental du tourisme vert** avec une composante équestre.

Créer un choc de solidarité.

Malgré les incertitudes au niveau des ressources financières, priorité donnée à l'action sociale, pivot de la solidarité départementale et de la cohésion sociale :

- ⇒ **Abonder le fonds social logement** pour favoriser l'accès au logement et lutter contre la précarité énergétique, et prendre des mesures pour réduire la fracture numérique,
- ⇒ **Rétablir un nombre suffisant d'assistantes sociales de proximité** pour l'aide sociale à l'enfance, d'éducateurs pour les quartiers sensibles, Faciliter le maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées,
- ⇒ **Avec l'office HLM, créer des maisons de retraite publiques** accessibles aux petits revenus et rétablir la concertation avec le Conseil Départemental pour la Citoyenneté et l'Autonomie,
- ⇒ **Instaurer la gratuité des transports scolaires**,
- ⇒ **Promouvoir les pôles et les centres de santé publics avec médecins libéraux et salariés**,
- ⇒ **Maintenir les services d'appui aux collectivités** (eau, voirie, transports interurbains), défendre les services publics et **notamment intervenir pour maintenir les bureaux de Poste**,
- ⇒ Faire du Haras du Pin un outil de service public pour le développement de la filière équine.

**Je choisis, je décide, je vote
pour des élu.es de terrain.**

**Votez pour une gauche combative.
*Ne vous abstenez pas.***

